



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,  
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,  
Thomas GIRARD.

Il est rappelé au Conseil Municipal que par délibération n°2023-62 en date du 17 juillet 2023 il avait été acté le principe de recourir au système de financement participatif pour l'acquisition d'une œuvre du duo d'artistes photographes Zone 17- FERMET ET FATON dont les œuvres ont été exposées à l'Espace Malraux durant le festival WOUA'ART 2023, au prix de 900 euros.

Il s'agit d'une œuvre intitulée « NON ESSENTIEL : le théâtre » -Impression sur bâche PVC 300x200-Image signée et numérotée.

Renseignements pris le recours à une plateforme de financement participatif pour ce montant ne présente aucun intérêt car la rémunération du prestataire s'élève au minimum à 300 euros.

Il est donc proposé que la commune se porte directement acquéreur de l'œuvre.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- D'annuler la délibération n°2023-62 en date du 17 juillet 2023
- D'approuver l'acquisition d'une œuvre, intitulée « NON ESSENTIEL : le théâtre » - Impression sur bâche PVC 300x200-Image signée et numérotée, du duo d'artistes photographes Zone 17- FERMET ET FATON au prix de 900 euros
- De préciser que les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement à l'article 21622 : « Biens historiques et culturels mobiliers- immobilisations ultérieures"
- De charger Monsieur Le Maire de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 17/11/2023  
Reçu en préfecture le 17/11/2023  
Publié le  
ID : 001-210102695-20231113-RJ202382-DE



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.